

Observatoire de l'emploi des entrepreneurs

18 519 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi au 1^{er} semestre 2022

Les chefs d'entreprises du BtoC particulièrement exposés

L'association GSC et la société Altares dévoilent les chiffres de la perte d'emploi des dirigeants d'entreprise du 1^{er} semestre 2022. 18 519 chefs d'entreprise se sont retrouvés en situation de chômage : c'est près de 30 % de plus qu'en 2021 à la même période.

- Les chiffres du 1^{er} semestre 2022 et le contexte économique actuel présagent une fin d'année difficile.
- Tous les secteurs sont touchés, mais les activités en lien avec les consommateurs (BtoC : commerce et services) sont les plus fragilisées.
- Aucune région ne semble épargnée.

Le nombre d'entrepreneurs en situation de perte d'emploi progresse

Pour Anthony Streicher, Président de l'association GSC : « Après avoir connu des seuils historiquement bas ces deux dernières années, les chiffres du 1^{er} semestre 2022 renouent progressivement avec les niveaux d'avant crise. La guerre en Ukraine, les problèmes d'approvisionnement et le pouvoir d'achat en berne sont autant de facteurs extérieurs d'incertitude pour les chefs d'entreprise, qui doivent inciter à la vigilance. Sans anticipation, je crains que les situations dramatiques se multiplient. »

18 519 chefs d'entreprises ont perdu leur emploi entre le 1^{er} janvier et le 31 juin 2022, soit une hausse de 28,9 % par rapport à la même période en 2021. Les « seniors » restent particulièrement concernés : l'âge médian des chefs d'entreprise en situation de perte d'emploi est de 46,7 ans. Ceux âgés de 31 à 40 ans connaissent toutefois la plus forte augmentation au 1^{er} semestre 2022 : 4 511 se sont retrouvés en situation de perte d'emploi, soit + 47,8 % sur un an. Les entrepreneurs de plus de 50 ans connaissent quant à eux une hausse de 37,2 %, soit 4 152 pertes d'emploi.

Les entrepreneurs à la tête de petites structures (de moins de 3 salariés), représentent plus des trois-quarts des pertes d'emploi pour le 1^{er} semestre 2022. Une baisse était déjà observée en 2020 et 2021 ; le recul se poursuit donc auprès des dirigeants à la tête d'une entreprise de plus de 20 salariés : - 13 % pour les dirigeants de 20 à 49 salariés et - 16,3 % pour les dirigeants d'entreprise de plus de 50 salariés.

L'essentiel (88%) des entreprises fermées sont des très petites entreprises déclarant moins de 500 000 € de chiffre d'affaires (7 450 entreprises) ou ne publiant pas leurs comptes (plus de 7 000 entreprises, essentiellement des artisans qui ne sont pas tenus de publier des comptes et dont le CA doit être très inférieur à 500 000 €).

Les gérants de SARL - 7 755 dirigeants touchés - forment l'essentiel des pertes d'emploi (en augmentation de 19,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2021). **Toutefois, la part des gérants de SARL touchés diminue, alors que le nombre de dirigeants de SAS (+ 36,2 %) et d'artisans-commerçants (+ 21,8%) touchés augmente, quant à lui, fortement.**

Pour Frédéric Barth, Directeur Général d'Altarea : « Au cours de ce premier semestre 2022, ce sont près de 90 000 nouvelles entreprises qui ont vu le jour chaque mois, un nombre bien supérieur à celui enregistré en 2019 (72 000 en moyenne). Cette dynamique de créations d'entreprises confirme la capacité des entrepreneurs à se projeter, en dépit d'un contexte économique difficile. Elle s'accompagne d'une disposition du chef d'entreprise à prendre des risques, qui pourrait être mise à mal au sortir de la pandémie de Covid-19 qui a fragilisé les structures financières. Tandis que les défaillances d'entreprises sont reparties à la hausse ces six derniers mois, touchant, pour les trois quarts, de très petites structures de moins de trois salariés, assurer le bon fonctionnement de son entreprise nécessite pour son dirigeant de conjuguer prévention des risques commerciaux, risques financiers et risques personnels. »

Les chefs d'entreprise à la tête d'une activité BtoC sont les plus vulnérables

Les entrepreneurs de la construction connaissent une hausse moins rapide que la moyenne nationale (+ 11 %), mais représentent toujours près d'un quart des pertes d'emploi (3 808).

Les dirigeants exerçant dans des professions en contact direct avec les consommateurs sont particulièrement exposés. Les aides de l'Etat ont permis de faire face à la crise, mais les difficultés de pouvoir d'achat des Français ont des conséquences fortes sur la consommation.

La situation se dégrade très nettement pour les professionnels du secteur lié à l'hébergement, à la restauration et aux débits de boisson avec 2 092 pertes d'emploi (+ 60,8 %). Les difficultés sont aussi présentes dans le domaine du commerce (3 815 entrepreneurs concernés, soit + 32,8 %) en particulier pour les commerces de détail.

Le secteur des services aux particuliers est également fragilisé par la baisse des dépenses des ménages : 730 chefs d'entreprise ont perdu leur activité professionnelle au 1^{er} semestre 2022 (+ 36,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2021).

Les activités du BtoB semblent mieux résister, mais de fortes disparités sont constatées entre les activités. Le secteur transport & logistique est particulièrement impacté avec 773 dirigeants qui ont perdu leur emploi (+ 39,3 %).



L'ensemble du territoire français en tension

Alors que les chiffres de 2021 laissaient paraître un recul du nombre d'entrepreneurs ayant perdu leur emploi sur l'ensemble du territoire, la situation s'inverse au 1^{er} semestre 2022.

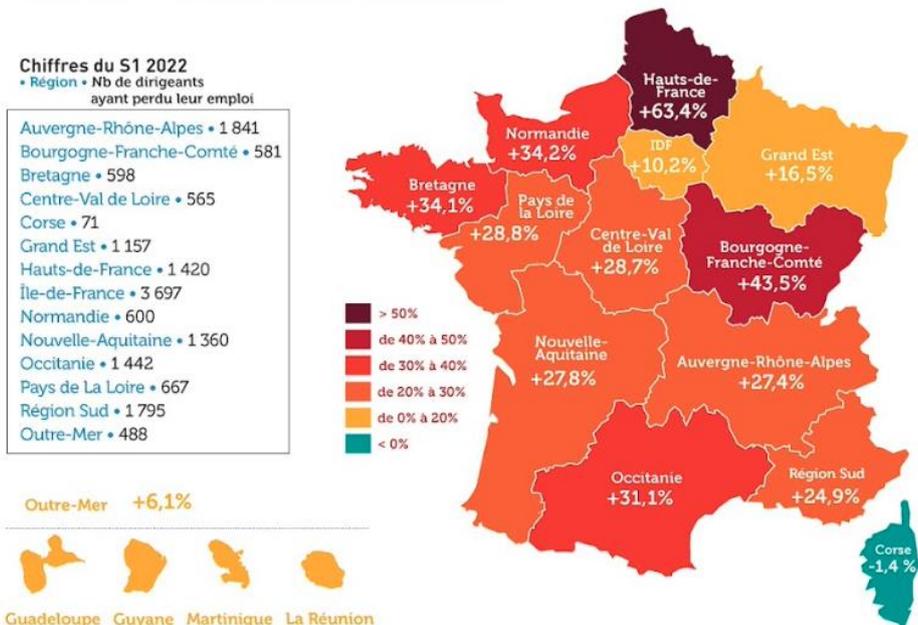
L'Île-de-France - première région économique du pays - est le territoire le plus touché : 3 697 entrepreneurs ont connu cette situation au 1^{er} semestre 2022. Cependant, la progression reste à un niveau inférieur à la moyenne nationale : + 10,2 % pour l'Île-de-France et + 28,9 % au national.

La région des Hauts-de-France est la plus en souffrance. Ils sont 1 420 dirigeants à avoir perdu leur emploi au 1^{er} semestre 2022 contre 869 au 1^{er} semestre 2021 (+ 63,4 %). Tous les dirigeants, quels que soient la taille, le chiffre d'affaires ou encore la forme juridique de l'entreprise sont impactés sur ce territoire.

En Bourgogne-Franche-Comté, la progression des dirigeants en situation de « chômage » est également importante (+ 43,5 % ; 581 dirigeants).

Dans trois régions, la hausse des pertes d'emploi des dirigeants est supérieure à 30 % : la Normandie (+ 34,2 % ; 600), la Bretagne (+ 34,1% ; 598) et l'Occitanie (+ 31,1 % ; 1 442).

La Corse est le seul territoire à enregistrer un recul de - 1,4 %, soit 71 chefs d'entreprise impactés.



Méthodologie

Les données sont issues de l'analyse des entreprises, hors sociétés civiles et associations, placées directement, par conversion ou par résolution du plan en liquidation judiciaire par le Tribunal de Commerce ou Judiciaire. Ne sont pas intégrées les procédures de fermeture ou dissolution à l'amiable de même que les révocations des mandataires sociaux.

A propos de l'association GSC

Depuis plus de 40 ans, la GSC est la réponse élaborée par les organisations patronales face au besoin de protection chômage des chefs d'entreprise et indépendants. L'association GSC est l'association qui a souscrit le contrat d'assurance de groupe GSC auprès d'un pool d'assureurs (Groupama, Allianz, Generali, SMABTP). Elle est administrée par le Medef, la CPME et l'U2P qui l'ont conçue en 1979. Elle veille aux intérêts des dirigeants affiliés au régime. La gestion du régime a été confiée à Groupama – GAN Assurances.

A propos d'Altares

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data. Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 440 millions d'entreprises dans 220 pays.

Association GSC

Léa Cauchi - Agence Coriolink
lea.cauchi@coriolink.com - 06 24 96 84 31